



REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité-Travail-Progress

**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET, DE
L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE COOPERATION
INTERNATIONALE**

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE



Troisième Trimestre

Direction Général du Budget et de l'Informatisation



Décembre 2025

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU TROISIEME TRIMESTRE 2025

Le présent rapport élaboré conformément aux dispositions des Articles 11 et 61 de la Loi N°004/PR/2014 du 18 février 2014 portant Loi Organique ainsi qu'à l'Article 37 de la Loi N°018/PR/2016 du 24 novembre 2016 portant Code de transparence et de la Bonne Gouvernance dans la gestion des Finances Publiques. Il rend compte de l'exécution de la Loi N°033/CNT/2024 du 06 décembre 2024 portant loi de finances pour l'exercice 2025. Sa production est fondée sur les dispositions des Articles 1 et 67 de l'Arrêté N°062/PR/PM/MFB/DGM/DGB/2018 du 07 février 2018 portant Organigramme de la Direction Générale du Budget et de l'Informatisation.

La loi de finances initiale vise, en matière d'exécution, d'assurer un recouvrement optimal des recettes et de garantir une meilleure qualité des dépenses publiques pour répondre aux attentes de la population, tout en s'appuyant sur la digitalisation.

La production de ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'information de l'opinion nationale et internationale sur la situation de l'exécution du budget général de l'Etat. Au cours du troisième trimestre 2025, l'exécution budgétaire a été marquée par la poursuite de réalisation des actions du projet de société du Président de la République.

Ainsi, pour une prévision en LFI de 2 420,80 milliards de francs CFA, les ressources ont été mobilisées à hauteur de 1 508,90 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 62,30%.

Les dépenses exécutées, y compris le décaissement sur financements extérieurs, se chiffrent à 1 454,474 milliards de francs CFA à fin septembre 2025 pour une prévision annuelle de 2 323,80 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 62,59%.

Sommaire

<i>Sommaire</i> _____	3
<i>Liste des Tableaux et Graphiques</i> _____	4
<i>I. GENERALITES SUR L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2025</i> _____	6
<i>II. SITUATION DES RECETTES BUDGETAIRES</i> _____	10
<i>III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES</i> _____	18
<i>Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025</i> _____	24
<i>Annexes :</i> _____	25
<i>Table des matières</i> _____	33

Liste des Tableaux et Graphiques

A. Liste des Tableaux

Tableau 1 : Synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires (en milliards FCFA)	7
Tableau 2 : Plafonds des dépenses et de charges budgétaires (en milliards FCFA)	8
Tableau 3 : Mobilisation des ressources au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)	10
Tableau 4 : Situation des recettes par régie au troisième trimestre 2025 (en millions FCFA)	14
Tableau 5 : Situation de l'exécution des dépenses au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2025	18
Tableau 6 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)	20
Tableau 7 : Part des secteurs prioritaires (en %) dans la situation globale au 30 septembre 2025	23
Tableau 8 : Tableau de cadrage d'exécution du Budget Général au troisième trimestre 2025	25
Tableau 9 : Situation de la mobilisation des recettes budgétaires de l'Etat au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2025 (en millions FCFA)	27
Tableau 10 : Situation de l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2025 (en millions FCFA)	28
Tableau 11 : Mobilisation des dons au troisième trimestre 2025 (en millions FCFA)	29
Tableau 12 : Développement de l'exécution des dépenses prioritaires au 30 septembre 2025 (en millions FCFA)	30

B. Liste des Graphiques

Graphique 1 : Réalisations des ressources budgétaires de l'Etat (en millions FCFA)	11
Graphique 2 : Réalisation des recettes fiscales (en millions FCFA)	12
Graphique 3 : Réalisation des autres recettes budgétaires (en millions FCFA)	12
Graphique 4 : Mobilisation des ressources en capital (en millions FCFA)	13
Graphique 5 : Part des secteurs dans la mobilisation des Dons au troisième trimestre 2025 (%)	14
Graphique 6 : Réalisation des recettes par régie (en millions FCFA) au 30 septembre 2024 et au 30 septembre 2025	16
Graphique 7 : Situation de l'exécution des dépenses par catégorie au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 8 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)	21
Graphique 9 : Situation de l'exécution des dépenses en capital au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)	22
Graphique 11 : situation de l'exécution du budget des secteurs prioritaires à fin septembre 2025 ..	24



SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

I. GENERALITES SUR L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

La consommation du Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2025 est le résultat d'une longue procédure combinant la préparation et l'exécution dudit budget. Cette procédure ne pourrait être mieux appréciée que par le cadre réglementaire et les autorisations des crédits ouverts par la Loi de finances elle-même.

I.1. Carte réglementaire de l'exercice budgétaire 2025

En général, ce sont des textes encadrant le processus d'élaboration et d'exécution du budget Général de l'Etat pour l'exercice 2025. C'est un ensemble composé des Lois mais aussi des autres textes réglementaires.

i. Lois

Il s'agit notamment des Lois :

- N°004/PR/2014 du 18 février 2014 relative aux Lois de Finances (LOLF) ;
- N°018/PR/2016 du 24 novembre 2016 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques ;
- N°033/CNT/2024 du 06 décembre 2024 portant Loi de Finances pour l'exercice 2025.

ii. Textes réglementaires

- Le Décret N°319/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant nomenclature du budget de l'État ;
- Le Décret N°321/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant plan comptable de l'État ;
- Le Décret N°320/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) ;
- Le Décret N°2020/PR/MFB/2020 du 08 août 2020 portant organisation de la Commission Nationale de Gestion des Investissements Publics ;
- Le Décret N°2021/PR/MFB/2020 du 08 août 2020 portant cycle de gestion des investissements publics ;
- Le Décret N°0020/PR/PM/MFBEP/2024 du 21 janvier 2025 portant répartition des crédits et fixant les compétences des administrateurs de crédits relatifs à la Loi N°033/CNT/2024 du 06 décembre 2024, portant Loi de finances pour l'exercice 2025 ;

- L'Arrêté N°642/PR/PM/2015 02 février 2015 instituant un calendrier pour la préparation et l'élaboration du budget général de l'État ;
- La Lettre Circulaire N°001/PR/2024 du 05 août 2024 relative à la préparation et l'élaboration de la Loi de Finances pour l'exercice 2025 ;
- Le Circulaire N°004/MFBEP/SG/DGBI/2024 du 30 août 2024 portant instructions pour la préparation du projet de Loi de finance pour l'exercice 2025 et ses Annexes ;
- La Circulaire N°001/MFBEP/2025 du 06 janvier 2025 portant instructions relatives aux modalités d'application des dispositions fiscales de la Loi de Finances 2025 ;
- La Circulaire N°002/PR/PM/MFBEB/2025 du 06 janvier 2025 portant instructions relatives à l'exécution du Budget Général de l'État pour l'exercice 2025 ;
- La Circulaire N°003/PR/PM/MFBEB/2025 du 06 janvier 2025 portant mise en œuvre des mesures de protection de l'insaisissabilité des actifs des Établissements publics, des Sociétés commerciales à capitaux publics exerçant une mission de service public, des projets et programmes financés par des partenaires internationaux ;
- La Circulaire N°004/MFBEP/SG/DGBI/2025 du 11 avril 2025 relative à l'exécution des budgets des collectivités autonomes pour l'exercice 2025.

I.2. Crédits ouverts par la LFI 2025

Le Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2025 prévoit une enveloppe de l'ordre de 2 420,80 milliards de francs CFA pour les ressources contre un plafonnement des emplois de l'ordre de 2 323,80 milliards de francs CFA avec un solde global de 97,00 milliards de francs CFA représentant le besoin de financement.

Le tableau 1 ci-après fournit le détail de l'évaluation comparative des ressources budgétaires entre deux années consécutives avec les différentes variations par nature.

Tableau 1 : Synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires (en milliards FCFA)

<i>Libellés des ressources</i>	<i>LF 2024</i>	<i>PLF 2025</i>	<i>Ecart PLF 2025/LF 2024</i>	<i>Variation PLF/2025/LF 2024</i>
<i>Titre I - Recettes fiscales</i>	1 007,41	1 310,94	303,53	30,13%
<i>dont pétrole</i>	303,79	510,11	206,32	67,92%
<i>Titre II - Dons, legs et fonds de concours</i>	194,94	404,21	209,27	107,35%
<i>Titre IV - Autres recettes</i>	813,77	705,65	-108,12	-13,29%
<i>dont pétrole</i>	648,10	483,45	-164,65	-25,41%
<i>Recettes totales</i>	2 016,12	2 420,8	404,68	20,07%

Source : LFI 2025

Les recettes fiscales occupent une place prépondérante dans la stratégie de mobilisation des ressources budgétaires pour l'exercice 2025 avec une estimation de l'ordre de 1 310,94

milliards de francs CFA dans la LFI. Sur les deux exercices, les autres recettes occupent le rang de seconde classe après les ressources fiscales.

Le tableau 2 présente la situation entre deux périodes des charges avec les différentes variations par nature de dépenses (2024/2025).

Tableau 2 : Plafonds des dépenses et de charges budgétaires (en milliards FCFA)

<i>Libellés des dépenses</i>	<i>LF 2024</i>	<i>PLF 2025</i>	<i>Ecart PLF 2025/LF 2024</i>	<i>Variation PLF/2025/LF 2024</i>
<i>Titre I - Charges financières de la dette</i>	89,61	148,61	59,00	65,84%
<i>Intérêts - dette intérieure</i>	54,73	76,61	21,88	39,98%
<i>Intérêts - dette extérieure</i>	34,88	72,00	37,12	106,42%
<i>Titre II - Dépenses de Personnel</i>	614,12	680,39	66,27	10,79%
<i>Titre III - Dépenses des Biens et Services</i>	217,44	220,14	2,70	1,24%
<i>Titre IV - Dépenses de Transferts</i>	263,51	297,16	33,65	12,77%
<i>Titre V - Dépenses d'Investissements</i>	776,62	977,50	200,88	25,87%
<i>Dépenses totales</i>	1 961,30	2 323,80	362,50	18,48%

Source : LFI 2025

Le plafonnement de la LFI 2025 accorde une place de choix aux dépenses d'investissements avec le niveau le plus important (977,50 milliards de francs CFA) des dépenses pour l'exercice 2025 suivies des dépenses de personnel (680,39 milliards de francs CFA).

Le ratio masse salariale/ressources ordinaires se situe à 38,26% alors que celui de la masse salariale/ressources hors pétrole flotte autour de 64,83%.

Il importe de souligner ici que 42,03% des ressources budgétaires sont allouées aux secteurs prioritaires pour le compte de l'exercice 2025 (voir en annexe).

MOBILISATION DES RECETTES

II.SITUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

II.1. Analyse de la mobilisation globale des recettes

La situation budgétaire s'annonce prometteuse, avec des objectifs ambitieux pour renforcer les recettes publiques et réduire la dépendance aux revenus pétroliers. Les ressources budgétaires sont fixées à 2 420,80 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 20,07% par rapport à l'objectif de 2 016,13 milliards FCFA en 2024. Ce dynamisme résulte en grande partie de la croissance attendue des recettes fiscales, notamment celles des régies et des autres recettes hors pétrole, qui devraient progresser de 18% passant de 869,30 milliards FCFA en 2024 à 1 022,99 milliards FCFA en 2025.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires avec les variations par nature de recettes.

Tableau 3 : Mobilisation des ressources au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)

Libellés	Prévision 2025	Réalisation au 30/09/2024	Réalisation au 30/09/2025	Tx de réalisation 2025	Taux de variation (2025-2024)	
					valeur absolue	valeur relative
Recettes totales	2 420 799	1 325 502	1 508 081	62,30%	182 579	13,77%
Ressources propres	2 016 590	1 192 391	1 282 022	63,57%	89 631	7,52%
<i>Recettes fiscales</i>	<i>1 310 940</i>	<i>910 341</i>	<i>1 053 902</i>	<i>80,39%</i>	143 561	15,77%
<i>Autres recettes</i>	<i>705 650</i>	<i>282 050</i>	<i>228 120</i>	<i>32,33%</i>	-53 930	-19,12%
Ressources en capital	404 209	133 111	226 059	55,93%	92 948	69,83%

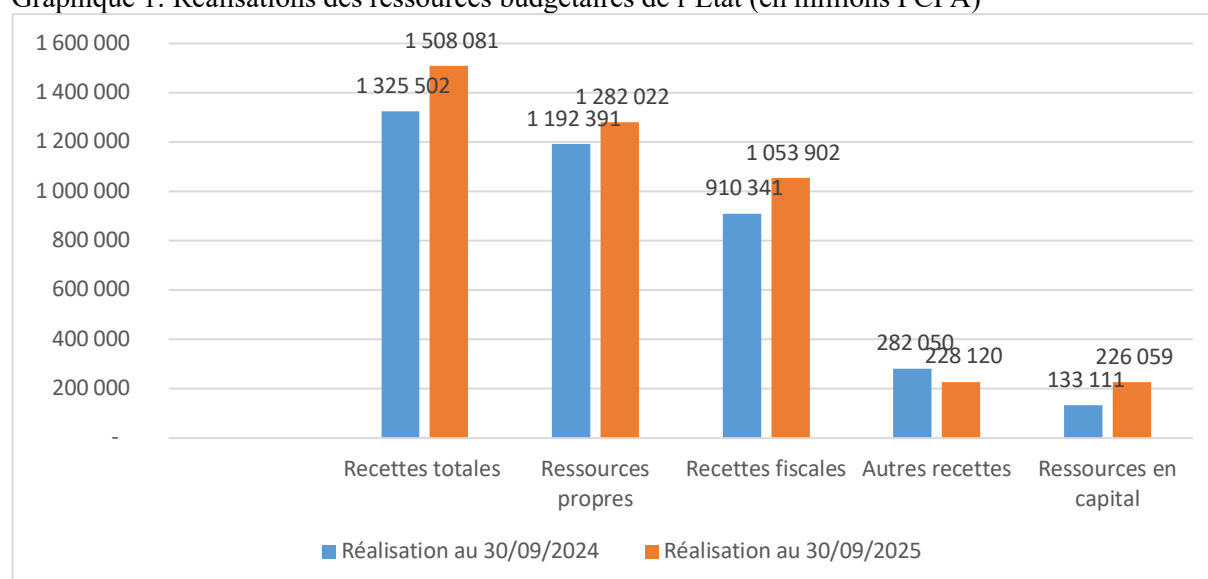
Source : DGTCP/MFBEPCI, 2025

La mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à 1 508,081 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 2 420,80 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 62,30%. Cette réalisation est constituée des ressources propres (1 282,022 milliards) et des ressources extérieures (226,059 milliards).

Comparé au niveau des recouvrements au 30 septembre 2024 (1 325,50 milliards de francs CFA), il ressort une hausse de 182,58 milliards de francs CFA en valeur absolue et 13,77% en

valeur relative. Les recettes propres représentent 85,01% du montant des recouvrements réalisés.

Graphique 1: Réalisations des ressources budgétaires de l'Etat (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPIC, 2025

Globalement, la réalisation des recettes au titre du troisième trimestre de l'exercice 2025 a connu une hausse de 13,77% par rapport à celle de l'exercice antérieur.

II.1.1. Ressources propres

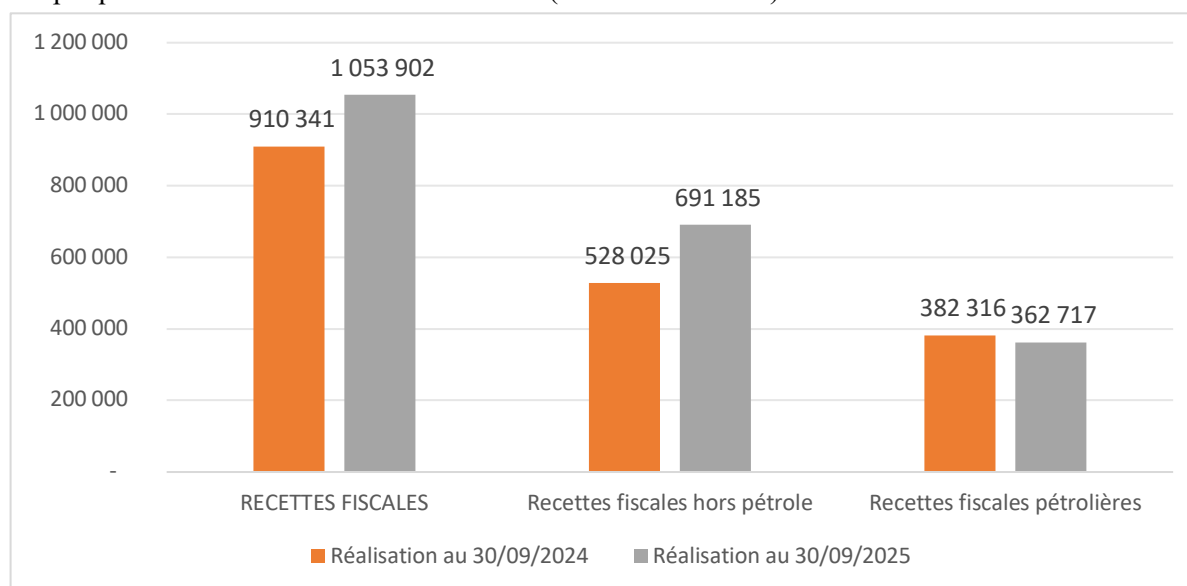
Les ressources propres de l'Etat sont composées des recettes fiscales et des autres recettes.

a) *Recettes fiscales*

Les recettes fiscales sont composées des recettes fiscales hors pétrole et des recettes fiscales pétrolières. Elles ont été mobilisées à hauteur de 1 053,90 milliards de francs CFA au troisième trimestre 2025 pour une prévision annuelle de 1 310,94 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 80,39%.

Les recettes fiscales ont connu une augmentation du niveau de recouvrement de 143,561 milliards de francs CFA par rapport à la même période l'année dernière.

Graphique 2: Réalisation des recettes fiscales (en millions FCFA)

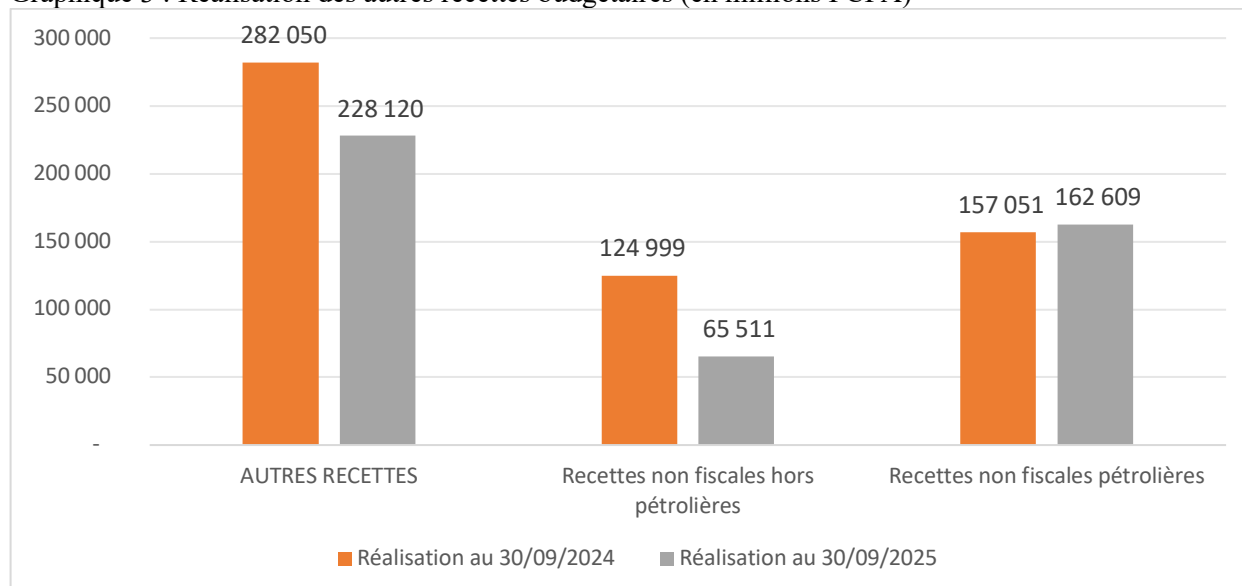


Source : DGTCP/MFBEPCI, 2025

b) *Autres recettes*

Composées des recettes non fiscales hors pétrole et des recettes non fiscales pétrolières, les autres recettes mobilisées à fin septembre 2025 s'élèvent à 228,120 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle 705,65 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 32,33%. Cette réalisation est plus importante que celle constatée à la même période l'année précédente.

Graphique 3 : Réalisation des autres recettes budgétaires (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPCI, 2025

Les recettes non fiscales hors pétrole recouvrées au troisième trimestre 2025 se chiffrent à 65,511 milliards de francs CFA contre une prévision annuelle de 222,16 milliards de francs

CFA, soit un taux de mobilisation de 29,40%. Cette nature de recettes a réalisé une contre-performance contrairement à la même période en 2024 où le taux de réalisation est de 90,81%.

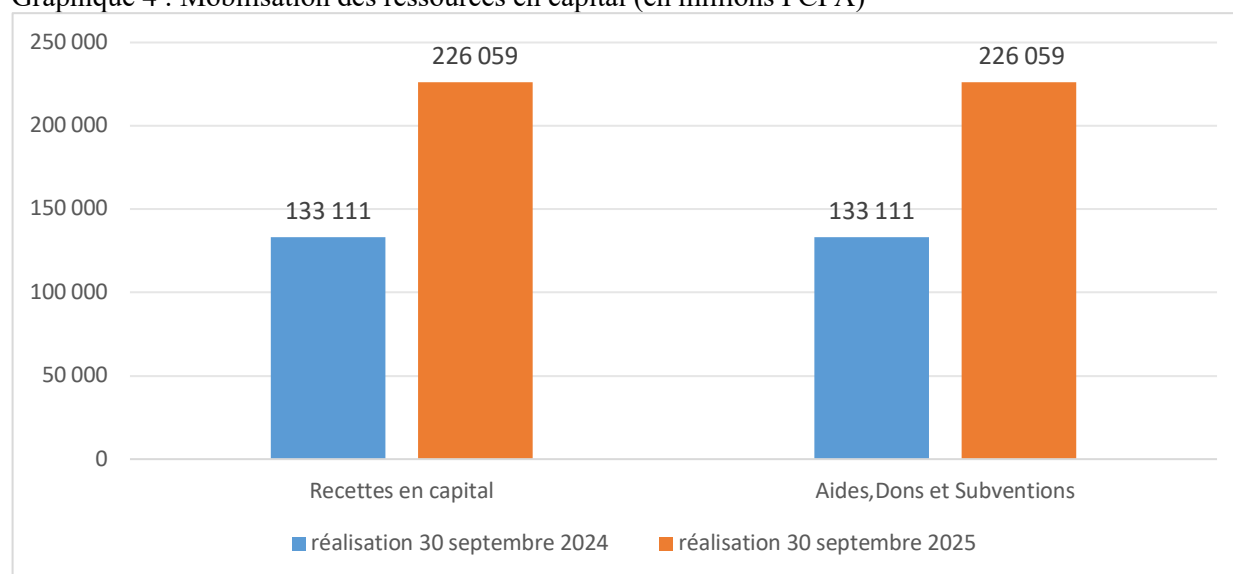
Quant aux recettes non fiscales pétrolières, elles ont été mobilisées à hauteur de 162,61 milliards de francs CFA au troisième trimestre 2025 pour une prévision annuelle de 483,49 milliards de francs CFA. Cela représente un taux de recouvrement de 33,63%. Contrairement à l'année dernière à la même période, elles enregistrent une hausse de 5,56 milliards de francs CFA soit un taux de variation de 3,42%.

II.1.2. Ressources en capital

Au 30 septembre 2025, la mobilisation des ressources en capital s'élève à 226,06 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 404, 21 milliards FCFA. Elle correspond à un taux de mobilisation globale de 55,93%. Cette mobilisation est constituée uniquement des Aides, Dons et Subventions.

Le graphique ci-dessous est une illustration de mobilisation des ressources en capital.

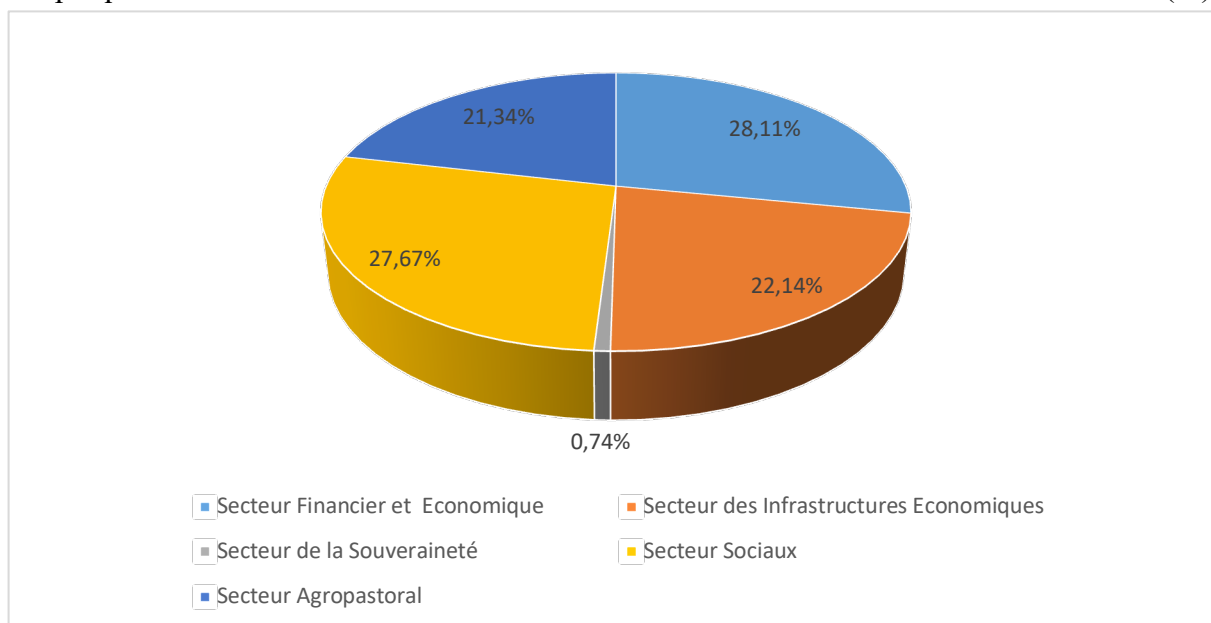
Graphique 4 : Mobilisation des ressources en capital (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPIC, 2025

Le graphique ci-après donne la part sectorielle dans la mobilisation des Dons au troisième trimestre de l'exercice 2025. Contrairement au troisième trimestre de l'année passée, le secteur Financier et Economique se positionne comme le grand bénéficiaire du trimestre en termes de mobilisation en Dons avec une part de 28,11%. Il est suivi respectivement des secteurs Sociaux (27,67%), Infrastructures Economiques (22,14), Agropastoral (21,34%) et en dernière position, le secteur de Souveraineté (0,74).

Graphique 5 : Part des secteurs dans la mobilisation des Dons au troisième trimestre 2025 (%)



Source : MFBEPIC, 2025

II.2. Analyse de la réalisation des recettes par régie

La situation de la mobilisation des recettes provenant des différentes régies financières se présente comme dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Situation des recettes par régie au troisième trimestre 2025 (en millions FCFA)

LIBELLES	Prévision 2025	Réalisation au 30/09/2024	Réalisation au 30/09/2025	Tx de réalisation 2025	Taux de variation (2025-2024)	
					valeur absolue	valeur relative
Douanes	239 061	152 617	228 684	95,66%	76 067	33,26%
Impôts	520 192	354 797	433 284	83,29%	78 487	18,11%
Domaine	37 077	20 611	29 217	78,80%	8 606	29,46%
Trésor	4 500		-	0,00%	-	

Source : DGTCP/MFBEPIC, 2025

II.2.1. Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au cours du troisième trimestre 2025, la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects a mobilisé 228,68 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 239,06 milliards de francs CFA, ce qui représente un taux de réalisation de 95,66%.

Relativement à l'objectif périodique, la DGDDI a atteint une performance de 489,98% avec un niveau de réalisation est de 58,03 milliards de francs CFA. Par rapport au troisième trimestre 2024, le taux de recouvrement trimestriel est en hausse de 29,46%.

II.2.2. Direction Générale des Impôts (DGI)

Au titre de sa mission de mobilisation des ressources intérieures, la Direction Générale des Impôts (DGI) s'est vue assigner, pour l'exercice budgétaire 2025, un objectif annuel de recouvrement qui s'élève à 520,19 milliards de francs CFA.

À fin septembre 2025, les recouvrements de la DGI se chiffrent à 433,28 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 83,29%. Par rapport à l'objectif périodique, la DGI enregistre une performance de 518,27%. Comparé aux réalisations de 2024 à la même période, il ressort une hausse du niveau des recettes mobilisées de l'ordre de 78,49 milliards de francs CFA (soit 18,11%).

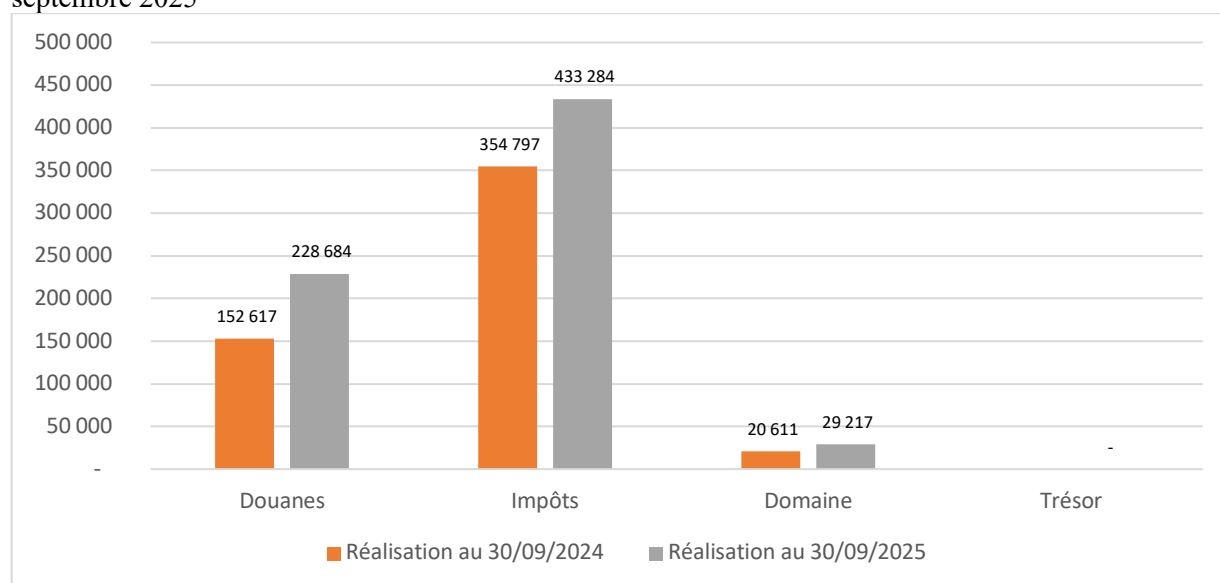
II.2.3. Direction Générale des Domaines

Au titre de l'exercice budgétaire 2025, les prévisions de la Direction Générale des Domaines se chiffrent à 37,08 milliards de francs CFA. Au 30 septembre 2025, les réalisations de la DGD s'élèvent à 29,22 milliards de francs CFA, soit un taux de 78,80% par rapport aux prévisions de l'année.

Cette régie réalise une performance de 372,14% par rapport à l'objectif périodique. Entre 2024 et 2025 à fin septembre, les recettes mobilisées par la DGD ont crû de 8,606 milliards FCFA, soit un taux de progression de 29,46%.

Le graphique 6 suivant est une parfaite illustration de l'évolution de la mobilisation des recettes entre deux périodes allant de 2024 à 2025.

Graphique 6: Réalisation des recettes par régie (en millions FCFA) au 30 septembre 2024 et au 30 septembre 2025



Source : DGTCP/MFBEPIC, 2025

EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

III.SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

La présente partie fait le point de l'exécution des dépenses du budget de l'Etat pour l'exercice 2025 à la date du 30 septembre. Les données sont issues principalement du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP).

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires de l'exercice 2025 se fera sur la base des dépenses ordonnancées et s'articulera autour des points suivants :

- La situation globale de l'exécution des dépenses ;
- L'exécution des Dépenses Ordinaires ;
- Les dépenses en capital ;
- L'exécution des crédits des services déconcentrés (crédits délégués) ;
- L'exécution sur le secteur prioritaire.

III.1. Situation globale de l'exécution des dépenses

Le montant total des dépenses exécutées y compris celles financées sur ressources extérieures se chiffre à 1 454,47 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 2 323,80 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 62,59%.

A la même date en 2024, le montant des dépenses était de 1 219,55 milliards de francs CFA, correspondant à un taux d'exécution de 62,18%.

Entre les deux périodes, il ressort une hausse du niveau d'exécution du budget de l'Etat de 234,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'accroissement de 19,26 %.

Le tableau ci-après fournit une situation comparative de l'exécution des dépenses budgétaires entre le 30 septembre 2024 et 30 septembre 2025.

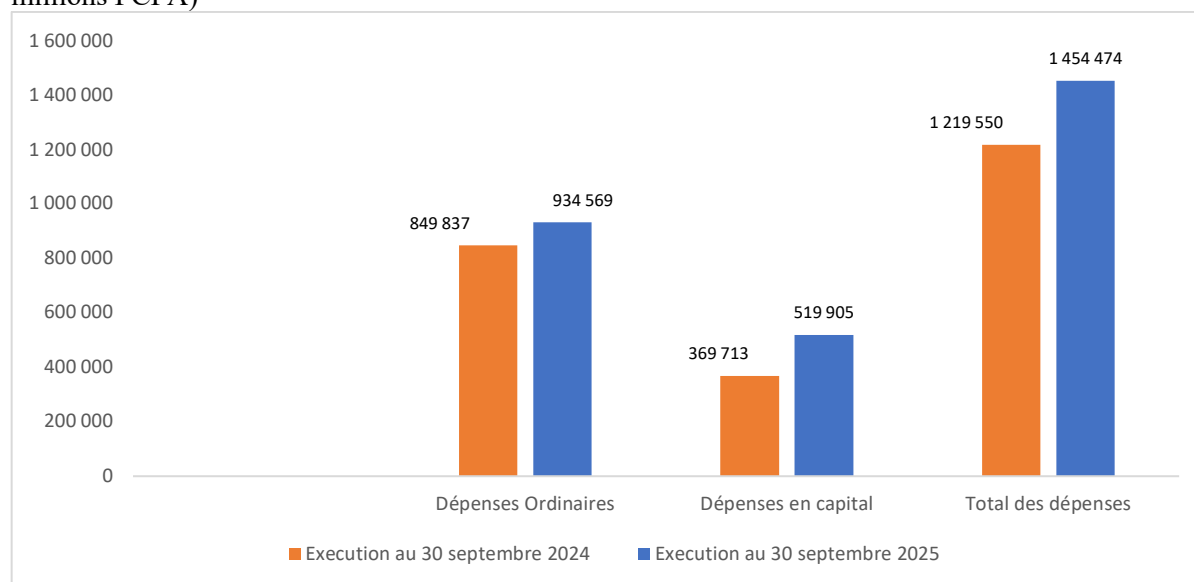
Tableau 5 : Situation de l'exécution des dépenses au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2025

Libellés	LFI 2024	Execution au 30 septembre 2024	% d'exécution	LF I 2025	Execution au 30 septembre 2025	% d'exécution	Variation exécution	
							(3ème trimestre 2025/3ème trimestre 2024)	
Dépenses Ordinaires	1 184 682	849 837	71,74%	1 346 307	934 569	69,42%	84 732	9,97%
Dépenses en capital	776 619	369 713	47,61%	977 494	519 905	53,19%	150 192	40,62%
Total des dépenses	1 961 301	1 219 550	62,18%	2 323 801	1 454 474	62,59%	234 924	19,26%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEPCI/2025

Le graphique suivant met en exergue la situation d'exécution par catégorie des dépenses à la même période pour les deux années successives.

Graphique 7: Situation de l'exécution des dépenses par catégorie au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEPCI/2025

Il ressort de ce graphique que l'exécution des dépenses ordinaires est plus importante que les dépenses en capital sur les deux périodes.

III.2. Exécution des Dépenses Ordinaires

Pour une prévision dans la loi de finances initiale (LFI) 2025 de 1 346,31 milliards de francs CFA, les dépenses ordinaires ont été exécutées à hauteur de 934,57 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 69,42%. Comparée à la même période de l'année 2024, on note une hausse de 84,73 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux d'accroissement de 9,97%.

Ce niveau d'exécution se décline comme suit par nature économique de dépense :

Tableau 6 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)

Libellés	LFI 2024	Execution au 30 septembre 2024	% d'exécution	LF I 2025	Execution au 30 septembre 2025	% d'exécution	Variation exécution (3ème trimestre 2025/3ème trimestre 2024)	
Dépenses Ordinaires	1 184 682	849 837	71,74%	1 346 307	934 569	69,42%	84 732	9,97%
Charges Financières	89 611	79 009	88,17%	148 613	98 982	66,60%	19 973	25,28%
<i>Intérêts Intérieur</i>	<i>54 732</i>	<i>70 748</i>	<i>129,26%</i>	<i>72 000</i>	<i>86077</i>	<i>119,55%</i>	<i>15 329</i>	<i>21,67%</i>
<i>Intérêts Extérieur</i>	<i>34 879</i>	<i>8 261</i>	<i>23,68%</i>	<i>76 613</i>	<i>12905</i>	<i>16,84%</i>	<i>4 644</i>	<i>56,22%</i>
Dépenses de personnel	614 119	474 362	77,24%	680 394	490 536	72,10%	16 174	3,41%
Dépenses des Biens et Services	217 444	178 212	81,96%	220 143	169 194	76,86%	-9 018	-5,06%
Dépenses de transferts	263 508	118 254	44,88%	297 157	175 857	59,18%	57 603	48,71%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEPCI/2025

Le détail par nature des dépenses ordinaires se présente comme suit :

III.2.1. Charges financières de la dette

Les intérêts sur la dette publique (intérieure et extérieure) exécutés au 30 septembre 2025 s'élèvent à 98,98 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 66,60% par rapport aux prévisions initiales.

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont augmenté de 19,97 milliards de francs CFA.

III.2.2. Dépenses de personnel

L'exécution des dépenses de personnel du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025 au 30 septembre affiche un montant de 490,54 milliards de francs CFA pour une prévision de 680,39 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 72,10%.

La masse salariale a connu une hausse de 16,17 milliards de francs CFA par rapport au troisième trimestre de l'année précédente, soit un taux d'accroissement de 3,41%.

III.2.3. Dépenses de biens et de services

A fin septembre 2025, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 169,19 milliards de francs CFA sur un plafonnement de 220,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 76,86%.

Par rapport à l'exercice budgétaire 2024, à la même période, l'on constate une baisse de 9,02 milliards de francs CFA.

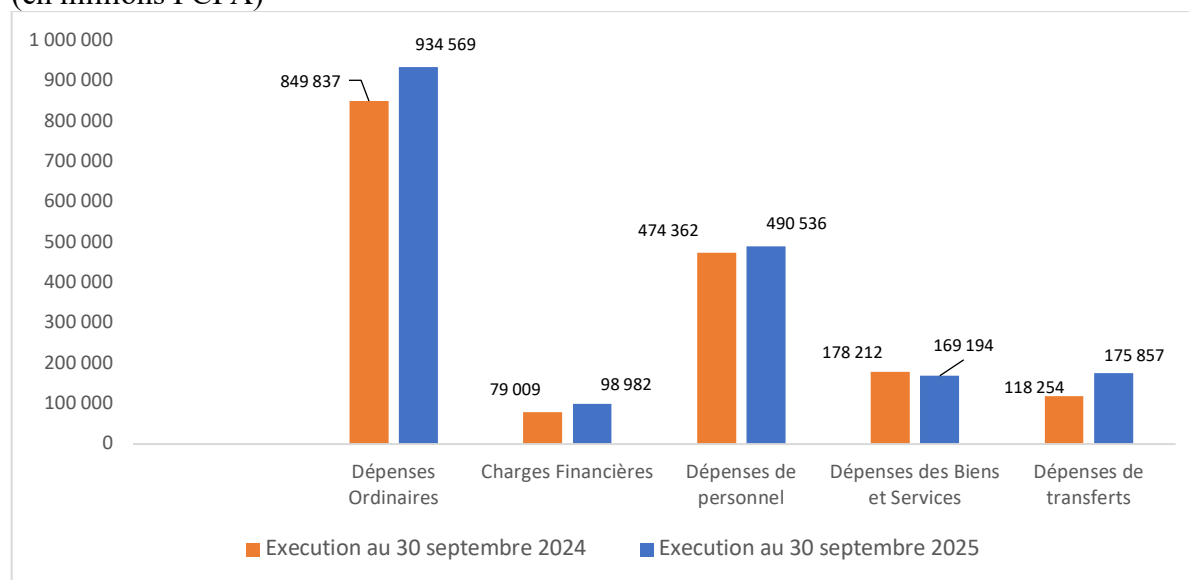
III.2.4. Dépenses de transferts courants

Les dépenses de transfert se chiffrent à hauteur de 175,86 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 297,16 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,18%.

Comparée à la même période en 2024, ces dépenses enregistrent une hausse de 57,60 milliards de francs CFA, soit un taux d'accroissement de 48,71%.

Le graphique ci-après est le résumé de la situation de l'exécution des dépenses ordinaires au deuxième trimestre 2025.

Graphique 8 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

III.3. Exécution Dépenses en capital

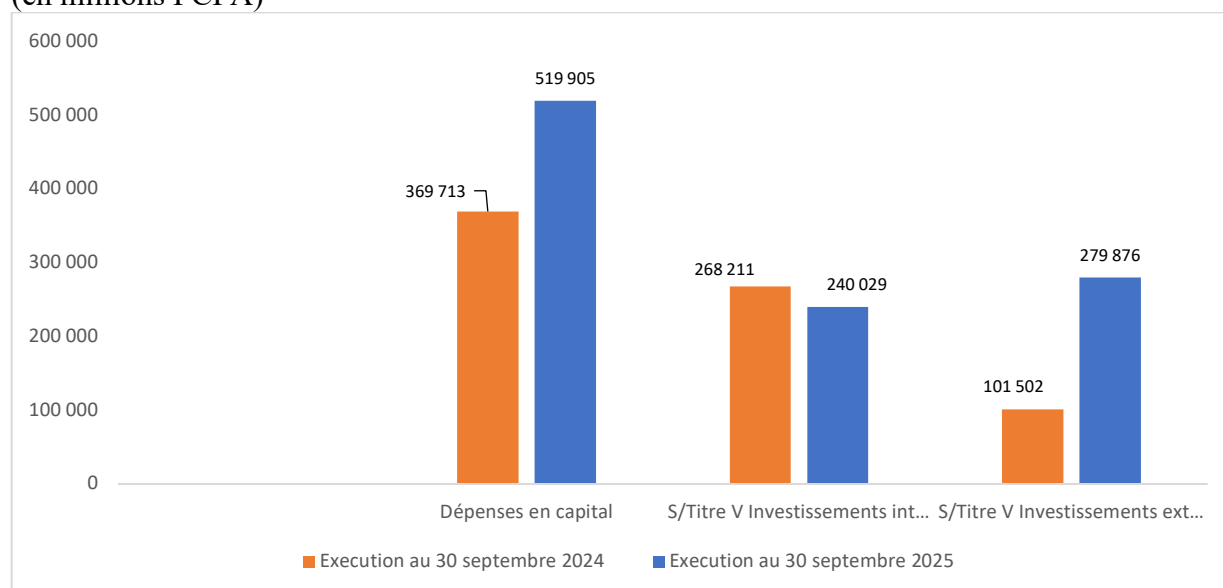
La loi de finances initiale 2025 a prévu un montant de 977,49 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital. Le montant exécuté au titre de ces dépenses se chiffre à 519,91 milliards de francs CFA à fin septembre, soit un taux d'exécution de 53,19%.

A la même période en 2024, le niveau d'exécution de ces dépenses était de 369,71 milliards de francs CFA, ce qui correspondant au taux d'exécution de 47,61%.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses ont augmenté de 150,19 milliards de francs CFA.

La situation de l'exécution des dépenses en capital se présente sur le graphique suivant :

Graphique 9 : Situation de l'exécution des dépenses en capital au 30 septembre 2024 et 2025 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEPFI/2025

III.3.1. Dépenses en capital financées sur ressources intérieures

Les investissements exécutés par l'Etat ont été ordonnancés, à la fin du troisième trimestre de l'année 2025, pour un montant de 240,03 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 54,55% contre 61,98% à la fin du troisième trimestre de l'année 2024

III.3.2. Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

A fin septembre 2025, le montant total des décaissements s'élève à 279,88 milliards de francs CFA répartis en Dons (226,06 milliards de francs CFA) et prêts (53,82 milliards de francs CFA). Le taux de décaissement se situe ainsi à 52,07% par rapport aux prévisions d'un montant de 537,46 milliards de francs CFA.

III.5. Exécution sur le secteur prioritaire

Les dépenses du secteur prioritaire sont définies comme celles identifiées dans le budget en collaboration avec le Fonds Monétaire International (FMI) afin de contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté.

Pour un montant de 976,79 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses du secteur prioritaire se chiffre à 503,80 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 51,58%.

Le tableau suivant présente la décomposition de la part dans le budget général de l'Etat et celle dans la consommation.

Tableau 7 : Part des secteurs prioritaires (en %) dans la situation globale au 30 septembre 2025

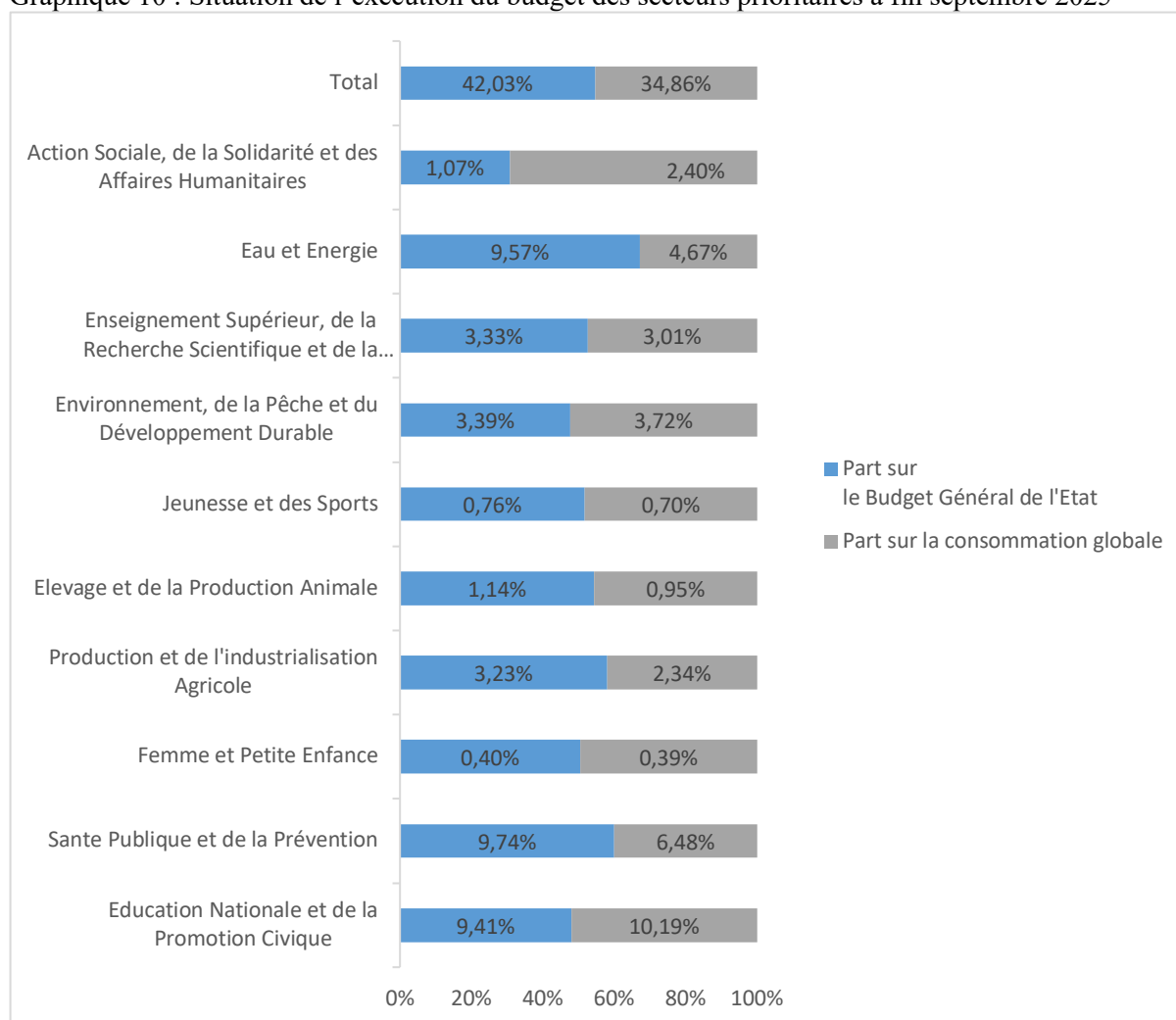
Secteurs Prioritaires	Part	
	Budget Général	Consommation globale
Education Nationale et de la Promotion Civique	9,41%	10,19%
Sante Publique et de la Prévention	9,74%	6,48%
Femme et Petite Enfance	0,40%	0,39%
Production et de l'industrialisation Agricole	3,23%	2,34%
Elevage et de la Production Animale	1,14%	0,95%
Jeunesse et des Sports	0,76%	0,70%
Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	3,39%	3,72%
Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle	3,33%	3,01%
Eau et Energie	9,57%	4,67%
Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires	1,07%	2,40%
Total	42,03%	34,86%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

Les secteurs de l'Education et de la Santé se distinguent des autres avec des parts les plus importantes, respectivement de 10,19% et 6,48% dans l'exécution globale au cours de ce trimestre. Les ministères en charge de l'Energie (4,67%), l'Environnement (3,72%), l'Enseignement Supérieur (3,01%), l'Action Sociale (2,40%) et celui de la Production et de l'Industrialisation Agricole (2,34) tiennent les parts relativement faibles pendant cette période.

Le Graphique suivant illustre en détail la situation de l'exécution du budget des secteurs prioritaires à fin septembre 2025.

Graphique 10 : Situation de l'exécution du budget des secteurs prioritaires à fin septembre 2025



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/CI/2025

Annexes :

A. Tableau de cadrage d'exécution du Budget à fin septembre 2025

Tableau 8 : Tableau de cadrage d'exécution du Budget Général au troisième trimestre 2025

CADRAGE D'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2025 (PROVISOIRE)					
DEPENSES					
Nature des dépenses	LFI 2025				
	Prévisions	Ordonn	DAO	Réalisations	en %
Service de la dette	148 613	0	98 982	98 982	66,60%
intérêts	<i>148 613</i>	<i>0</i>	<i>98 982</i>	<i>98 982</i>	<i>66,60%</i>
<i>Extérieur</i>	72 000	0	<i>12 905</i>	12 905	17,92%
<i>Intérieur</i>	76 613	0	<i>86 077</i>	86 077	112,35%
Personnels	680 393	490 536	0	490 536	72,10%
Civil	447 183	472 395	0	472 395	105,64%
Militaire	233 210	18 141	0	18 141	7,78%
Biens et Services	220 143	153 462	15 733	169 195	76,86%
Civil	112 034	65 675	15 275	80 950	72,25%
Militaire	108 109	87 787	458	88 245	81,63%
Transferts/Subventions	297 157	111 977	63 880	175 857	59,18%
<i>dont transferts except (sécurité)</i>	<i>11 384</i>	<i>21 256</i>	<i>0</i>	<i>21 256</i>	
Investissements	977 494	482 244	37 661	519 905	53,19%
Invest/res intér	440 030	202 368	37 661	240 029	54,55%
Civil	415 459	195 501	32 568	228 069	54,90%
Militaire	24 571	6 867	5 093	11 960	48,68%
<i>dont fiscalisation des marchés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	

DEPENSES/ress. int.	1 786 336	958 342	216 256	1 174 599	65,75%
Dépenses/financ.extérieur	537 464	279 876		279 876	52,07%
TOTAL DEPENSES	2 323 800	1 238 218	216 256	1 454 474	62,59%
RESSOURCES					
Nature des recettes	LFI 2024				
	Prévisions			Réalizations	en %
<u>Recettes ordinaires</u>	2 016 590			1 282 022	63,57%
Hors pétrole	1 022 991			756 696	73,97%
<i>Recettes fiscales</i>	<i>800 830</i>			<i>691 185</i>	86,31%
Douanes	239 061			228.684	95,66%
Impôts	520 192			433 284	83,29%
Domaines	37 077			29 217	78,80%
Tresor	4 500				
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>222 161</i>			<i>65 511</i>	29,49%
Domaines	3 173			2 853	89,91%
Services administratifs	218 988			62 658	28,61%
Recettes diverses	0			-	0%
Recettes pétrolières	993 599			525 326	52,87%
<i>Recettes fiscales</i>	<i>510 110</i>			<i>362 717</i>	71,11%
Impôt sur les sociétés (IS)	484 247			346 301	71,51%
Redevances statistiques	25 863			16 416	63,47%
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>483 489</i>			<i>162 609</i>	33,63%
Redevances et participations	460 822			139 600	30,29%
Droit d'accès pipe	22 667			23 009	101,51%
Autres recettes pétrolières	0			-	0,00%
<u>Recettes en capital</u>	404 209			226 059	55,93%
<i>Ressources extérieures</i>	<i>404 209</i>			<i>226 059</i>	55,93%

Aides,Dons et Subventions	384 306			226 059	58,82%
Emprunts Extérieurs Projet	0			-	0%
Aides Budgétaires	19 903			0	0%
RECETTES FISCALES	1 310 940			1 053 902	80,39%
RECETTES NON FISCALES	705 650			228 120	32,33%
RECETTES EN CAPITAL	404 209			226 059	55,93%
TOTAL RESSOURCES	2 420 799			1 508 081	62,30%
solde global base ordonnancement	96 999			53 607	
<i>Variation d'arriérés</i>					
Deficit base caisse	0			0	
solde primaire hors pétrole en valeur	-614 732			-318 921	
PIB hors pétrole	7 200 900			7 200 900	
solde primaire hors pétrole en %	-8,54%			-4,43%	

B. Tableau détaillé de la situation des recettes au 30 septembre 2025

Tableau 9 : Situation de la mobilisation des recettes budgétaires de l'Etat au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2025 (en millions FCFA)

LIBELLES	Prévision 2025	Réalisation au 30/09/2024	Réalisation au 30/09/2025	Tx de réalisation 2025	poids %	Taux de variation (2025-2024)	
						valeur absolue	valeur relative
RECETTES BUDGETAIRES	2 420 799	1 325 502	1 508 081	62,30%		182 579	12,11%
RESSOURCES PROPRES	2 016 590	1 192 391	1 282 022	63,57%	85,01%	89 631	6,99%
RECETTES FISCALES	1 310 940	910 341	1 053 902	80,39%	69,88%	143 561	13,62%
Recettes fiscales hors pétrole	800 830	528 025	691 185	86,31%	45,83%	163 160	23,61%
Douanes	239 061	152 617	228 684	95,66%	15,16%	76 067	33,26%
Impôts	520 192	354 797	433 284	83,29%	28,73%	78 487	18,11%
Domaine	37 077	20 611	29 217	78,80%	1,94%	8 606	29,46%
Trésor	4 500		-	0,00%	0,00%	-	
Recettes fiscales pétrolières	510 110	382 316	362 717	71,11%	24,05%	-19 599	-5,40%
IS	484 247	363 897	346 301	71,51%	22,96%	-17 596	-5,08%
Redevances statistiques	25 863	18 419	16 416	63,47%	1,09%	-2 003	-12,20%

AUTRES RECETTES	705 650	282 050	228 120	32,33%	15,13%	-53 930	-23,64%
Recettes non fiscales hors pétrolières	222 161	124 999	65 511	29,49%	4,34%	-59 488	-90,81%
Domaine	3 173	-	2 853	89,91%	0,19%	2 853	100,00%
Services Administratifs	218 988	124 999	62 658	28,61%	4,15%	-62 341	-99,49%
Recettes non fiscales pétrolières	483 489	157 051	162 609	33,63%	10,78%	5 558	3,42%
Redevances et participation	460 822	126 618	139 600	30,29%	9,26%	12 982	9,30%
droit d'accès pipe	22 667	18 408	23 009	101,51%	1,53%	4 601	20,00%
Autres recettes non pétrolières		12 025	-		0,00%	-12 025	
RESSOURCES EN CAPITAL	404 209	133 111	226 059	55,93%	14,99%	92 948	41,12%
Aides, Dons et Subventions	384 306	133 111	226 059	58,82%	14,99%	92 948	41,12%
Aides Budgétaires	19 903				0,00%		

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/CI/2025

C. Tableau des dépenses au 30 septembre 2025

Tableau 10 : Situation de l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2025 (en millions FCFA)

Libellés	LFI 2024	Execution au 30 septembre 2024	% d'exécution	LF I 2025	Execution au 30 septembre 2025	% d'exécution	Variation exécution (3ème trimestre 2025/3ème trimestre 2024)	
Dépenses Ordinaires	1 184 682	849 837	71,74%	1 346 307	933 735	69,36%	83 898	9,87%
Charges Financières	89 611	79 009	88,17%	148 613	98 982	66,60%	19 973	25,28%
<i>Intérêts Intérieur</i>	<i>54 732</i>	<i>70 748</i>	<i>129,26%</i>	<i>72 000</i>	<i>86.077</i>	<i>119,55%</i>	15 329	21,67%
<i>Intérêts Extérieur</i>	<i>34 879</i>	<i>8 261</i>	<i>23,68%</i>	<i>76 613</i>	<i>12 905</i>	<i>16,84%</i>	4 644	56,22%
Dépenses de personnel	614 119	474 362	77,24%	680 394	490 536	72,10%	16 174	3,41%
Dépenses des Biens et Services	217 444	178 212	81,96%	220 143	168 480	76,53%	-9 732	-5,46%
Dépenses de transferts	263 508	118 254	44,88%	297 157	175 737	59,14%	57 483	48,61%
Dépenses en capital	776 619	369 713	47,61%	977 494	519 508	53,15%	149 795	40,52%
Dépenses des investissements	776 619	369 713	47,61%	977 494	519 508	53,15%	149 795	40,52%
<i>S/Titre V Investissements int...</i>	<i>432 735</i>	<i>268 211</i>	<i>61,98%</i>	<i>440 030</i>	<i>239 632</i>	<i>54,46%</i>	-28 579	-10,66%

<i>S/Titre V Investissements ext...</i>	343 884	101 502	29,52%	537 464	279 876	52,07%	178 374	175,73%
Total des dépenses	1 961 301	1 219 550	62,18%	2 323 801	1 453 243	62,54%	233 693	19,16%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/CI/2025

D. Tableau de la situation des décaissements des financements extérieurs au troisième trimestre 2025

Tableau 11 : Mobilisation des dons au troisième trimestre 2025 (en millions FCFA)

	Prévision		Exécution	
MINISTERES	Part sur le Budget Général de l'Etat	Part sur le Budget du secteur prioritaire	Part sur la consommation globale	Part sur la consommation du secteur prioritaire
Education Nationale et de la Promotion Civique	9,41%	22,38%	10,19%	29,23%
Santé Publique et de la Prévention	9,74%	23,16%	6,48%	18,58%
Femme et Petite Enfance	0,40%	0,95%	0,39%	1,12%
Production et de l'industrialisation Agricole	3,23%	7,69%	2,34%	6,71%
Elevage et de la Production Animale	1,14%	2,71%	0,95%	2,73%
Jeunesse et des Sports	0,76%	1,80%	0,70%	2,02%
Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	3,39%	8,08%	3,72%	10,67%
Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle	3,33%	7,93%	3,01%	8,63%
Eau et Energie	9,57%	22,76%	4,67%	13,41%
Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires	1,07%	2,55%	2,40%	6,89%
Total	42,03%	100,00%	34,86%	100,00%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/CI/2025

E. Tableau des détails de l'exécution des dépenses prioritaires au 30 septembre 2025

Tableau 12 : Développement de l'exécution des dépenses prioritaires au 30 septembre 2025
(en millions FCFA)

Section	Institutions et Départements	Dotation	Engagement Visé	Taux	Ordonnancées	DAO	Exécution	Taux d'exécution
15	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA PROMOTION CIVIQUE	218 617	109 858	50,25%	148 206	-	148 206,00	67,79%
	Personnel	157 835,46	76 679,92	48,58%	115 914,00	-	115 914,00	73,44%
	Biens & Services	7 963,29	3 279,00	41,18%	2 433,00	-	2 433,00	30,55%
	Transferts et subventions	5 112,10	3 200,00	62,60%	3 200,00	-	3 200,00	62,60%
	Investissement	47 706,07	26 699,00	55,97%	26 659,00	-	26 659,00	55,88%
	<i>Inv. Int</i>	22 558,38	1 909,00	8,46%	1 869,00	-	1 869,00	8,29%
	<i>Inv.Ext</i>	25 147,69	24 790,00	98,58%	24 790,00	-	24 790,00	98,58%
	<i>Don/Projet</i>	21 984,44	17 259,00	78,51%	17 259,00	-	17 259,00	78,51%
	<i>Prêt/Projet</i>	3 163,25	7 531,00	238,08%	7 531,00	-	7 531,00	238,08%
16	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA PREVENTION	226 237	96 762	0	92 473	1 584,00	94 056,86	41,57%
	Personnel	55 792,22	28 714,13	51,47%	43 568,79	-	43 568,79	78,09%
	Biens & Services	11 656,33	7 382,00	63,33%	4 397,00	503,00	4 900,00	42,04%
	Transferts et subventions	15 169,42	10 988,00	72,44%	9 745,00	-	9 745,00	64,24%
	Investissement	143 619,16	49 678,00	34,59%	34 762,07	1 081,00	35 843,07	24,96%
	<i>Inv. Int</i>	45 426,04	12 174,00	26,80%	10 409,00	1 081,00	11 490,00	25,29%
	<i>Inv.Ext</i>	98 193,12	37 504,00	38,19%	24 353,07	-	24 353,07	24,80%
	<i>Don/Projet</i>	88 693,12	14 841,00	16,73%	14 818,75	-	14 818,75	16,71%
	<i>Prêt/Projet</i>	9 500,00	22 663,00	238,56%	9 534,32	-	9 534,32	100,36%
17	MINISTERE DE LA FEMME ET DE LA PETITE ENFANCE	9 289	4 890	52,64%	5 504	-	5 503,52	59,25%
	Personnel	3 078,04	1 830,6	59,47%	2 729,52	-	2 729,52	88,68%
	Biens & Services	2 219,04	708,0	31,91%	623,00	-	623,00	28,08%
	Transferts et subventions	2 308,39	1 963,0	85,04%	1 963,00	-	1 963,00	85,04%
	Investissement	1 683,69	388,0	23,04%	188,00	-	188,00	11,17%
18	MINISTERE DE LA PRODUCTION ET DE L'INDUSTRIALISATION AGRICOLE	75 150	35 488	0	33 919	-	33 918,51	45,13%
	Personnel	3 560,12	2 567,51	72,12%	2 567,51	-	2 567,51	72,12%
	Biens & Services	1 719,58	520,00	30,24%	399,00	-	399,00	23,20%
	Transferts et subventions	7 621,01	5 300,00	69,54%	5 032,00	-	5 032,00	66,03%
	Investissement	62 249,09	27 100,00	43,53%	25 920,00	-	25 920,00	41,64%
	<i>Inv. Int</i>	8 650,23	2 568,00	29,69%	1 388,00	-	1 388,00	16,05%
	<i>Inv.Ext</i>	53 598,86	24 532,00	45,77%	24 532,00	-	24 532,00	45,77%
	<i>Don/Projet</i>	26 621,66	20 256,00	76,09%	20 256,00	-	20 256,00	76,09%

	<i>Prêt/Projet</i>	<i>26 977,20</i>	<i>4 276,00</i>	<i>15,85%</i>	<i>4 276,00</i>	<i>-</i>	<i>4 276,00</i>	<i>15,85%</i>
19	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PRODUCTION ANIMALE	26 451,37	13 343,45	50,45%	13 846,87	-	13 846,87	52,35%
	Personnel	2 290,64	1 159,5	50,62%	1 833,87	-	1 833,87	80,06%
	Biens & Services	2 212,14	358,0	16,18%	325,00	-	325,00	14,69%
	Transferts et subventions	1 824,50	1 305,0	71,53%	1 167,00	-	1 167,00	63,96%
	Investissement	20 124,09	10 521,00	52,28%	10 521,00	-	10 521,00	52,28%
	<i>Inv. Int</i>	<i>3 495,77</i>	<i>183,0</i>	<i>5,23%</i>	<i>183,00</i>	<i>-</i>	<i>183,00</i>	<i>5,23%</i>
	<i>Inv. Ext</i>	<i>16 628,31</i>	<i>10 338,0</i>	<i>62,17%</i>	<i>10 338,0</i>	<i>-</i>	<i>10 338,00</i>	<i>62,17%</i>
	<i>Don/Projet</i>	<i>6 394,71</i>	<i>10 201,0</i>	<i>159,52%</i>	<i>10 201,0</i>	<i>-</i>	<i>10 201,00</i>	<i>159,52%</i>
	<i>Prêt/Projet</i>	<i>10 233,60</i>	<i>137,0</i>	<i>1,34%</i>	<i>137,0</i>	<i>-</i>	<i>137,00</i>	<i>1,34%</i>
23	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	17 545,49	8 151,50	46,46%	9 741,44	-	9 741,44	55,52%
	Personnel	9 061,90	3 760,50	41,50%	6 062,44	-	6 062,44	66,90%
	Biens & Services	3 800,90	2 713,00	71,38%	2 611,00	-	2 611,00	68,69%
	Transferts et subventions	1 731,00	933,00	53,90%	933,00	-	933,00	53,90%
	Investissement	2 951,70	745,00	25,24%	135,00	-	135,00	4,57%
	<i>Inv. Int</i>	<i>2 951,70</i>	<i>745,00</i>	<i>25,24%</i>	<i>135,00</i>	<i>-</i>	<i>135,00</i>	<i>4,57%</i>
	<i>Inv. Ext</i>	<i>-</i>	<i>-</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,00</i>	
	<i>Don/Projet</i>	<i>-</i>	<i>-</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,00</i>	
	<i>Prêt/Projet</i>	<i>-</i>	<i>-</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,00</i>	
26	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PECHE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	78 884,74	13 115,55	16,63%	13 856,41	40 266,00	54 122,41	68,61%
	Personnel	3 803,17	1 574,55	41,40%	2 374,41	-	2 374,41	62,43%
	Biens & Services	740,79	219,00	29,56%	210,00	266,00	476,00	64,26%
	Transferts et subventions	30 586,86	372,00	1,22%	322,00	40 000,00	40 322,00	131,83 %
	Investissement	43 753,91	10 950,00	25,03%	10 950,00	-	10 950,00	25,03%
	<i>Inv. Int</i>	<i>2 245,00</i>	<i>1 400,00</i>	<i>62,36%</i>	<i>1 400,00</i>	<i>-</i>	<i>1 400,00</i>	<i>62,36%</i>
	<i>Inv. Ext</i>	<i>41 508,91</i>	<i>9 550,00</i>	<i>23,01%</i>	<i>9 550,00</i>	<i>-</i>	<i>9 550,00</i>	<i>23,01%</i>
	<i>Don/Projet</i>	<i>41 508,91</i>	<i>9 412,00</i>	<i>22,67%</i>	<i>9 412,00</i>	<i>-</i>	<i>9 412,00</i>	<i>22,67%</i>
	<i>Prêt/Projet</i>	<i>-</i>	<i>138,00</i>		<i>138,00</i>	<i>-</i>	<i>138,00</i>	
27	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	77 481,27	41 193,04	53,17%	40 023,20	3 611,00	43 634,20	56,32%
	Personnel	11 398,65	5 917,04	51,91%	8 854,20	-	8 854,20	77,68%
	Biens & Services	978,81	559,00	57,11%	520,00	-	520,00	53,13%
	Transferts et subventions	23 049,41	20 072,00	87,08%	16 360,00	1 766,00	18 126,00	78,64%

	Investissement	42 054,40	14 645,00	34,82%	14 289,00	1 845,00	16 134,00	38,36%
	<i>Inv. Int</i>	<i>12 172,89</i>	<i>1 489,00</i>	<i>12,23%</i>	<i>1 133,00</i>	<i>1 845,00</i>	<i>2 978,00</i>	<i>24,46%</i>
	<i>Inv.Ext</i>	<i>29 881,51</i>	<i>13 156,00</i>	<i>44,03%</i>	<i>13 156,00</i>	-	<i>13 156,00</i>	<i>44,03%</i>
	<i>Don/Projet</i>	<i>17 155,05</i>	<i>3 003,00</i>	<i>17,51%</i>	<i>3 003,00</i>	-	<i>3 003,00</i>	<i>17,51%</i>
	<i>Prêt/Projet</i>	<i>12 726,46</i>	<i>10 153,00</i>	<i>79,78%</i>	<i>10 153,00</i>	-	<i>10 153,00</i>	<i>79,78%</i>
38	MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	222 273,29	67 877,70	30,54%	63 461,78	4 522,00	67 983,78	30,59%
	Personnel	1 019,54	748,7	73,43%	1 081,78	-	1 081,78	106,10 %
	Biens & Services	855,35	408,0	47,70%	401,00	-	401,00	46,88%
	Transferts et subventions	84 199,64	17 506,0	20,79%	15 012,00	4 522,00	19 534,00	23,20%
	Investissement	136 198,76	49 215,00	36,13%	46 967,00		46 967,00	34,48%
	<i>Inv. Int</i>	<i>19 393,90</i>	<i>3 572,0</i>	<i>18,42%</i>	<i>1 324,00</i>	-	<i>1 324,00</i>	<i>6,83%</i>
	<i>Inv.Ext</i>	<i>116 804,86</i>	<i>45 643,00</i>	<i>39,08%</i>	<i>45 643,00</i>	-	<i>45 643,00</i>	<i>39,08%</i>
	<i>Don/Projet</i>	<i>90 951,30</i>	<i>43 351,00</i>	<i>47,66%</i>	<i>43 351,00</i>	-	<i>43 351,00</i>	<i>47,66%</i>
	<i>Prêt/Projet</i>	<i>25 853,55</i>	<i>2 292,00</i>	<i>8,87%</i>	<i>2 292,00</i>	-	<i>2 292,00</i>	<i>8,87%</i>
54	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA SOLIDARITE ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES	24 861,08	17 961,03	72,25%	18 777,27	14 005,00	32 782,27	131,86 %
	Personnel	3 078,04	1 700,0	55,23%	2 527,27	-	2 527,27	82,11%
	Biens & Services	500,00	111,0	22,20%	100,00	-	100,00	20,00%
	Transferts et subventions	16 400,00	16 150,0	98,48%	16 150,00	14 005,00	30 155,00	183,87 %
	Investissement	4 883,04	-	-	-	-	0,00	0,00%
	<i>Inv. Int</i>	<i>1 283,04</i>	-	<i>0,00%</i>	-	-	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>
	<i>Inv.Ext</i>	<i>3 600,00</i>	-	<i>0,00%</i>	-	-	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>
	<i>Don/Projet</i>	<i>3 600,00</i>	-	<i>0,00%</i>	-	-	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>
	<i>Prêt/Projet</i>	-	-		-	-	<i>0,00</i>	
TOTAL		976 790,27	408 639,39	41,83%	439 807,86	63 988,00	503 795,86	51,58%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/CI/2025

Table des matières

Sommaire	3
Liste des Tableaux et Graphiques	4
A. Liste des Tableaux	4
B. Liste des Graphiques	4
I. GENERALITES SUR L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2025.....	6
I.1. Carte réglementaire de l'exercice budgétaire 2025.....	6
i. Lois	6
ii. Textes règlementaires	6
I.2. Crédits ouverts par la LFI 2025.....	7
II. SITUATION DES RECETTES BUDGETAIRES	10
II.1. Analyse de la mobilisation globale des recettes	10
II.1.1. Ressources propres.....	11
II.1.2. Ressources en capital	13
II.2. Analyse de la réalisation des recettes par régie	14
II.2.1. Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI).....	14
II.2.2. Direction Générale des Impôts (DGI)	15
II.2.3. Direction Générale des Domaines	15
III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES.....	18
III.1. Situation globale de l'exécution des dépenses	18
III.2. Exécution des Dépenses Ordinaires	19
III.2.1. Charges financières de la dette.....	20
III.2.2. Dépenses de personnel.....	20
III.2.3. Dépenses de biens et de services.....	21
III.2.4. Dépenses de transferts courants	21
III.3. Exécution Dépenses en capital	21
III.3.1. Dépenses en capital financées sur ressources intérieures.....	22
III.3.2. Dépenses en capital financées sur ressources extérieures	22
III.5. Exécution sur le secteur prioritaire	22
Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/CI/2025	24
Annexes :	25
A. Tableau de cadrage d'exécution du Budget à fin septembre 2025	25
B. Tableau détaillé de la situation des recettes au 30 septembre 2025.....	27
C. Tableau des dépenses au 30 septembre 2025	28

D. Tableau de la situation des décaissements des financements extérieurs au troisième trimestre 2025	29
E. Tableau des détails de l'exécution des dépenses prioritaires au 30 septembre 2025	29
<i>Table des matières</i>	33